

• **Jean Ziegler se consacre depuis seize ans aux droits de l'homme dans le cadre des Nations unies.**

• **Il le reconnaît volontiers, il a connu de grands succès mais aussi des échecs, dont il raconte les coulisses.**

• **Alors que l'Onu est en "déréliction totale", selon lui, la vigueur de la société civile lui donne des raisons d'espérer.**

“Le double langage des Occidentaux liquide leur autorité en matière de droits de l'homme”

Jean Ziegler

Portrait

Sa vie. Le Suisse Jean Ziegler, 82 ans, a eu plusieurs vies, mais une constante, celle d'être engagé à la gauche de la gauche en faveur des victimes. Une vie académique : docteur en droit et en sociologie, il a enseigné à l'université de Genève et à la Sorbonne. Politique : il a siégé au Parlement fédéral de 1967 à 1983 et de 1987 à 1999. Onusienne : il a été rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation de 2000 à 2008 et est aujourd'hui vice-président du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme.

Sa motivation. Quand on lui demande pourquoi lui, l'éternel indigné qui se lève contre le deux-poids deux-mesures, continue à vouloir travailler pour le Conseil des droits de l'homme, où siègent l'Arabie saoudite, la Chine, les Maldives, le Burundi, etc., il donne deux raisons. Premièrement, *“les Nations unies, dès leur fondation, étaient hantées par leur universalité, alors que la Société des nations n'était pas universelle. Même les criminels les plus effroyables doivent être à la table, c'est la condition pour que la diplomatie multilatérale puisse fonctionner, pour que subsiste la lueur d'espoir de leur parler, de les convaincre”*, pense-t-il. L'universalité est aujourd'hui acquise puisque 193 Etats sont membres de l'Onu. *“J'adhère à ce principe.”* Deuxièmement, *“je profrique l'intégration subversive que le Che Guevara m'a apprise. A quelle condition une idée devient modifcatrice de réalité ? A la condition d'entrer dans les institutions pour essayer de les subvertir dans le sens de la justice, de la solidarité, du bonheur de tous. Les révolutionnaires sont des opportunistes qui ont des principes, disait Nikolai Boukharine (assassiné par Staline en 1938). C'est ma méthode de combat.”*

Ses livres. Ses ouvrages ont pour objectif d'être *“utiles”*, insiste-t-il. Son dernier ne déroge pas à la règle. *“Je veux réveiller la conscience collective.”* *“La Suisse lave plus blanc”*, *“La Suisse, l'or et les morts”*, *“Les Nouveaux Maîtres du monde”*, *“L'Empire de la honte”*, *“La Haine de l'Occident”*, *“Destruction massive. Géopolitique de la faim”* : rien que les titres de ses livres en disent déjà long sur son engagement. **S.Vt.**

Entretien Sabine Verhest

Au regard de ce qui se passe en Syrie, n'est-on pas en droit de se demander à quoi sert l'Onu ?

L'Onu est en déréliction totale. Elle a été créée il y a plus de 70 ans pour assurer la sécurité collective sur la planète et bannir la guerre à tout jamais. En Syrie, on assiste à une effroyable boucherie depuis mars 2011

mais il n'y a pas un Casque bleu sur une ligne d'armistice, il n'y a pas de corridor humanitaire pour secourir les populations des villes encerclées où les gens meurent lentement de faim, il n'y a pas d'interdiction de survol (no-fly zone). L'Onu y est totalement absente, à cause du veto russe. Le veto des grandes puissances paralyse l'action des Nations unies. On le voit aussi au Darfour avec le veto chinois, en Palestine avec le veto américain.

Comment en sortir ?

Trois mois avant son départ, en 2006, Kofi Annan a déposé son testament, un plan de réforme du Conseil de sécurité. Le droit de veto deviendrait caduc en cas de crime contre l'humanité. Les cinq membres permanents ont hurlé et enterré la réforme. Mais, aujourd'hui, miraculeusement, le plan ressort des tiroirs, à Paris, à Berlin, à Washington.

Pourquoi ?

Le carnage syrien peut encore durer 20 ans. Or, il a produit des monstres, des djihadistes, qui frappent au cœur des pays détenteurs du droit de veto. Seule la diplomatie multilatérale peut conduire à un armistice en Syrie. Le plan de Kofi Annan permettrait de sortir l'Onu de sa paralysie, de créer un espoir de solution en Syrie, de mettre l'Europe à l'abri des terroristes. Nous sommes à un carrefour ultime. Il est minuit moins cinq pour l'Onu. Si elle n'arrive pas à sortir de la paralysie, elle finira comme la Société des nations qui a duré 25 ans pour se terminer dans la Seconde Guerre mondiale.

En même temps, écrivez-vous, une troisième guerre mondiale a déjà commencé...

Près de 57 millions de personnes sont mortes pendant la Seconde Guerre mondiale. En 2014, le nombre de victimes des guerres, des épidémies, de la pollution, de la faim s'est élevé à 54 millions, tout cela dans l'indifférence la plus totale. Selon la FAO, un enfant de moins de dix ans meurt toutes les cinq secondes de la faim ou de ses suites immédiates. Pourtant, l'agriculture mondiale pourrait nourrir sans problème 12 milliards d'êtres humains, pratiquement le double de l'humanité. Il n'y a plus de fatalité.

Mais pas de volonté non plus...

Un enfant qui meurt de faim aujourd'hui est assassiné. Or, ce massacre quotidien continue. La faim est faite de la main de l'homme, elle peut être brisée par la main de l'homme. Si elle ne l'est pas, c'est parce que nous vivons sous la dictature des oligarchies du capital financier globalisé. Nous vivons sous un ordre du monde cannibale.

Que suggérez-vous de faire par exemple ?

On pourrait interdire la spéculation boursière sur les aliments de base, le maïs, le riz, le blé, qui fait exploser les prix. Le parlement belge pourrait interdire demain matin la spéculation sur les biens alimentaires !

Y a-t-il des dirigeants de la planète qui forcent actuellement votre respect ?

Evo Morales. La Bolivie a fait des progrès extraordinaires depuis 2006. Plus personne ne meurt de faim alors que la sous-alimentation touchait 47 % de la popula-

tion il y a dix ans. Je suis aussi admiratif de la révolution cubaine qui, dans des conditions adverses terribles, a assuré le respect des droits à l'alimentation, à la santé, à l'école pour toute la population. Les Cubains ont construit une société qui assure le minimum vital à la population.

Cela signifie-t-il que, pour vous, les droits économiques, sociaux et culturels priment sur les droits civils et politiques ?

Théoriquement, tous les droits de l'homme sont universels, indivisibles et interdépendants. Mon expérience m'a prouvé que ce n'était pas vrai. Bertold Brecht a cette phrase qui résume tout : "Un bulletin de vote ne nourrit pas la famille." On pourrait aussi dire que, pour un analphabète, la liberté de la presse n'a pas de sens. La démocratie, basée sur des élections, et la liberté de la presse sont essentielles. Mais leur réalisation est conditionnée à la réalisation première du droit à l'alimentation ou du droit à l'éducation. Dans le monde actuel, les droits économiques, sociaux et culturels sont prioritaires, selon moi. Je passe pour un hérétique en disant cela, certains l'interprètent même comme une justification de la dictature.

Des Etats cherchent à détourner le Conseil des droits de l'homme de ses objectifs. Quels comportements vous heurtent le plus ?

Ce qui me heurte le plus, c'est le double langage occidental. Le terme "droits de l'homme" figure dix-sept fois dans la charte de l'Onu mais jamais au chapitre VII (consacré à l'action en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d'actes d'agression, NdLR). Les fondateurs, Roosevelt, Churchill, étaient persuadés que les droits de l'homme ne pouvaient s'imposer par la force, qu'ils ne pouvaient se réaliser que par la conviction. Mais celui qui énonce ces droits et valeurs doit rester crédible. Or, les pays qui ont donné naissance aux droits de l'homme pratiquent le double langage. George W. Bush a, en 2002, retiré la signature américaine de la Convention de l'Onu contre la torture. Barack Obama ne l'a pas rétablie. La torture est donc légitime aujourd'hui aux Etats-Unis et dans les prisons secrètes. François Hollande vend pour 18 milliards d'euros d'armes de guerre à l'Arabie saoudite qui les utilise pour massacrer des populations du Yémen. Quand le Conseil des droits de l'homme condamne le Soudanais Omar el-Béchir, qui massacre ceux qui ont le malheur de vivre au-dessus d'une nappe de

pétrole, ce type effroyable a beau jeu de rétorquer que les Israéliens ne sont pas condamnés quand ils brûlent des enfants à Gaza. Le double langage, dicté par la raison d'Etat, affaiblit les droits de l'homme car il liquide l'autorité des Occidentaux en la matière et donne à des criminels, des dictateurs détestables, le prétexte pour

continuer leurs propres massacres.

Malgré tout, vous gardez espoir. Pourquoi ?

L'espérance repose sur la société civile, les mouvements sociaux comme Attac, Greenpeace, Amnesty, Via Campesina, etc. Cette fraternité de la nuit n'a pas de programme commun, mais elle a un seul moteur : l'impératif moral qui habite chacun de nous, la conscience de l'identité. Je suis l'autre et l'autre est moi. Ce qui nous sépare des victimes, ce n'est que le hasard de la naissance. La conscience de l'identité est constitutive de la conscience humaine. Comme le dit Emmanuel Kant, philosophe allemand du XVIII^e, l'inhumanité infligée à un autre détruit l'humanité en moi. Cette société civile devient jour après jour plus puissante et s'impose aux Etats et à leur raison. Les murs les plus puissants tombent par des fissures et, un jour, tout l'ordre cannibale du monde disparaîtra. C'est un horizon réaliste. Vous ne croyez pas ?

Bertold Brecht a cette phrase qui résume tout: "un bulletin de vote ne nourrit pas la famille". On pourrait aussi dire que, pour un analphabète, la liberté de la presse n'a pas de sens.

Extraits

“Les Etats ont été vidés de leur capacité normative et de leur efficacité.”

Ils se sont fait, selon l'auteur, *“en quelque sorte, mettre K.-O. par les détenteurs – ceux-là, ultra-performants – du capital financier mondialisé”*. *“De très minces oligarchies capitalistes, infiniment puissantes, échappent presque totalement à tout contrôle étatique, syndical, social, accaparent aujourd'hui l'essentiel des richesses de la planète et dictent leur loi aux Etats.”*

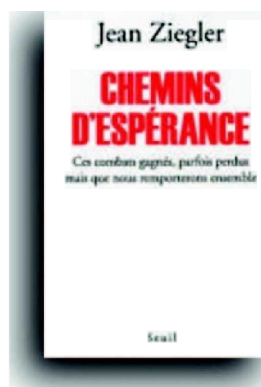
“Fournir des Casques bleus à l'Onu est [...] devenu un commerce lucratif pour les “élites” dirigeantes de nombreux Etats de l'hémisphère Sud.”

L'auteur explique que, *“dans plusieurs Etats fournisseurs de Casques bleus, un trafic juteux est parfaitement en place”*. Le département du maintien de la paix des Nations unies paie au gouvernement une somme globale pour son contingent. *“L'argent est versé directement aux ministres (de la Défense, Premier ministre, etc.). Souvent ceux-ci se ‘sucrent’ et ne versent à leurs soldats stationnés dans des contrées lointaines que des soldes de misère.”*

“L'actuelle procureur général est [...] une déception.”

La Gambienne Fatou Bensouda n'est pas à la hauteur de sa tâche à la Cour pénale internationale. *“Elle est incapable”*, enchérit Jean Ziegler lors de notre rencontre.

“N'empêche que la justice universelle progresse. Le rythme est millimétrique mais, en matière de droit international, il faut prendre ce qu'on peut tout en dénonçant les totales insuffisances et l'hypocrisie. Une porte s'est ouverte. C'est mieux que rien.”



Son livre

“CHEMINS D'ESPÉRANCE.”

“Ces combats gagnés, parfois perdus mais que nous remporterons ensemble”, Seuil, 2016.